



De Londres à Lisbonne : un revirement sans précédent

Du sommet franco-britannique de Londres au sommet atlantique de Lisbonne, la politique de défense française semble, en quinze jours, faire litière de toute ambition européenne. L'accord signé le 2 novembre dernier par la France et le Royaume-Uni tourne en effet délibérément le dos à l'Europe de la défense dont la construction est mise à mal par la résolution sur le bouclier anti-missiles qui doit, samedi prochain, être adoptée à l'OTAN.

17 novembre 2010 *

Salué comme sans précédent, l'accord entre Paris et Londres aurait tout aussi bien pu être qualifié de sans grand lendemain. Car s'il enregistre, dans le domaine conventionnel, des arrangements utiles, par exemple l'intégration de la logistique des avions A400 M, il n'engage aucun programme nouveau, aucun projet « dimensionnant » pour les deux pays signataires. Au vu de ces retombées limitées, on comprend d'autant plus mal le caractère strictement bilatéral de cette négociation, sauf que là réside précisément la volonté de rupture : l'accord de Londres est pensé à rebours de l'esprit européen.

A la différence du précédent que constituait l'accord franco-britannique de Saint Malo en 1998, l'entente entre Paris et Londres ne débouche pas aujourd'hui sur un accord tripartite avec les Allemands puis sur un projet commun, institutionnalisé par le traité de Nice, d'une défense autonome de l'Union européenne. Confrontés à des difficultés récurrentes de financement de leurs armées, la France et le Royaume-Uni préfèrent se rapprocher dans l'espoir un peu vain de prolonger leur leadership militaire en Europe. Ce choix est évidemment absurde. Il nous éloigne de l'Allemagne, notre premier partenaire (y compris en matière d'armement), au moment où ce pays amorce une réforme profonde de son outil de défense. Il nous détourne de ce qui, pour notre pays, était depuis la fin de la guerre froide une visée constante : ne rien concéder de nos atouts stratégiques sans progrès substantiel de la défense européenne.

Voilà pourquoi d'un sommet à l'autre, c'est autour de la question nucléaire, qu'il s'agisse de coopération franco-britannique ou de l'accord sur le bouclier anti-missile, que se polarisent les véritables enjeux. A y regarder de près, on voit bien, pour Londres, l'intérêt pratique et politique d'une coopération inédite sur la viabilité et la sûreté des têtes nucléaires. Le gouvernement de Cameron, poursuivant la politique du chien crevé au fil de l'eau de ses prédécesseurs, vient en effet de différer *sine die* la modernisation de la force de frappe britannique. Celle-ci se retrouve donc exposée aux problèmes de fiabilité d'armes vieillissantes et du retraitement de ses lots de matières fissiles. Un partage des savoir-faire avec la France qui, dans ce domaine dispose d'une bonne avance technologique y compris face aux Américains, ne peut qu'apparaître judicieux. Au plan politique, cette décision permet en outre au Royaume-Uni de se montrer un minimum préoccupé par l'avenir de sa dissuasion donc de maintenir à moindre effort la crédibilité de son statut de puissance nucléaire. Jusqu'à quand ?

Pour notre pays, l'avantage est plus réduit et avant tout politique. La coopération avec les Britanniques permet de mieux tenir tête aux revendications de ceux qui souhaitent, de plus en plus expressément, que le Vieux continent soit débarrassé des armes nucléaires. L'accord de Londres intervient à point nommé pour rompre un sentiment d'isolement qui gagnait la France au sujet de sa dissuasion, sentiment qui la poussait au raidissement dans les négociations sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN. C'est une cuillerée du miel d'Albion qui fait passer une pilule amère.

La France s'apprête en effet, au sommet de Lisbonne, à acquitter le prix d'une réintégration sans garantie dans l'OTAN. Quand s'ouvrirent en mai 2009 les discussions sur l'avenir de l'Alliance, il était trop tard pour obtenir des assurances collectives sur le rôle de notre dissuasion, trop tard pour

* Cet éditorial est repris sous forme publiée dans Le Monde du 18 novembre 2010

conditionner notre accord à un système de défense anti-missiles dont le Secrétaire général de l'OTAN proclamait déjà Urbi et Orbi qu'il supplanterait le facteur nucléaire dans le couplage transatlantique.

La France est donc en train de perdre la bataille contre le bouclier anti-missiles engagée il y a vingt ans. Après avoir déclaré, dans les années 1990, que dissuasion et défense anti-missile étaient incompatibles, puis dans les années 2000 que les armes stratégiques étaient conciliables avec le déploiement de dispositifs de théâtre, elle rejoint maintenant les Etats-Unis qui soutiennent, depuis toujours, la complémentarité entre stratégie nucléaire et bouclier anti-missiles.

Aujourd'hui notre pays est en passe d'accepter le principe du déploiement d'un système de défense anti-missiles au-dessus de l'Europe et son interconnexion, sous un commandement unique, au système de défense aérienne de l'OTAN et au système de défense anti-missile des Etats-Unis. La défense anti-missiles de l'OTAN, corrélée aux missiles américains SM3 qui en seront l'« effecteur », ambitionne donc de devenir un dispositif global et multi-couches capable d'intercepter des missiles adverses dans l'espace endo et exo atmosphérique. Ce schéma pose d'emblée trois problèmes : Qui commandera à l'ensemble ? La réponse impose d'évidence celui qui en sera l'intégrateur, c'est-à-dire les Etats-Unis. Quelle sera la contribution des Européens ? Seulement financière avec des contreparties industrielles ou, comme le souhaite la France, en apportant des éléments complets à l'édifice ? Là encore la réponse est hélas prévisible. Sans effort collectif mobilisant de nombreux partenaires en faveur de programmes européens, c'est la première réponse qui l'emportera. Enfin, quelle sera l'insertion de la dissuasion française dans ce dispositif ? La réponse est plus complexe mais sans investissement dans les équipements d'alerte avancée qui bénéficient, dans le haut du spectre, à la fois à la mise en œuvre de la force de frappe et à la défense anti-missiles, la place de notre dissuasion se marginalisera inéluctablement. Or, contrairement à ce que prévoyait le livre blanc sur la défense en 2008, le calendrier de recherche et développement de ces équipements est sans cesse repoussé.

Aussi le compromis de Lisbonne pour lequel la France milite désormais, centré autour de la notion de complémentarité entre dissuasion et défense anti-missiles, est-il très ambigu. Pour les Etats-Unis, en position de force, complémentarité signifie en fait « renationalisation » de leur dissuasion aux fins de la seule sanctuarisation de leurs intérêts, et extension de leurs systèmes anti-missiles, moyennant finances, à la protection du territoire de leurs alliés. Pour notre pays, en position de faiblesse, la complémentarité n'est qu'un accommodement qui vise à voir reconnaître, à côté de la défense anti-missiles, un rôle encore résiduel à nos armes nucléaires. Certes, l'évolution des menaces (liées à la prolifération) et de leurs parades possibles (fonction des capacités d'interception) justifie en partie le revirement français, néanmoins celui-ci est d'abord le produit d'un rapport de forces défavorable.

Pourtant, certains de nos arguments initiaux, maintenant battus en brèche, conservent toute leur pertinence. La défense anti-missile reste un projet formidablement coûteux. La contribution des Européens se comptera en milliards d'euros et non en centaines de millions comme le prétendent, de façon lénifiante, les documents de l'OTAN. Ce projet a un effet d'entraînement sur la course aux armements dans le monde. Enfin, il place la France et les Européens au pied du mur s'agissant de leur autonomie technologique et militaire. Car, quel que soit le rythme de réalisation du bouclier anti-missiles, celui-ci, pour les Américains qui en sont l'architecte et en seront demain le donneur d'ordre unique, est d'abord une formidable machine de discipline politique, d'intégration stratégique et de vassalisation industrielle. Ce projet, qui monte en puissance, s'il n'est pas mieux borné, asséchera les rares crédits militaires mobilisables en Europe pour des recherches communes. Il tarira les perspectives de programmes en coopération. Il placera l'industrie européenne de défense en situation de sous-traitance des firmes américaines. A terme, la dissuasion française n'aura alors d'autre choix qu'une inféodation dans une architecture de systèmes défensifs dominés par les Etats-Unis. Tout cela par manque d'Europe mais aussi parce que la France, par fatigue et complaisance idéologique, a renoncé sous la présidence de Nicolas Sarkozy à l'idée d'une Europe forte.